

RAPPORT D'ACTIVITÉ

PROJETS PLUS ACTIONS

//2013//



Projets Plus Actions

✚ de solidarité ✚ de développement durable

Projets + Actions – 2 rue des noisetiers – 95280 Jouy Le Moutier

www.projetsplusactions.org info@projetsplusactions.org

N° d'association 0953017593 - Tel : 01 30 38 10 74

SOMMAIRE

Avant Propos	3
I Présentation de l'OSI Projets + Actions	4
II Synthèse Budgétaire 2013	5
III Actions réalisées 2013	6-22
IV Bilan général des activités 2013	23
V Budget et perspectives 2013	24

Avant-Propos

L'époque est angoissante. Les difficultés en France sont réelles et s'accroissent. Les nuages s'amoncellent, mais il faut bien le dire, ils sont principalement liés aux difficultés économiques et à ce qu'il est maintenant convenu d'appeler crise économique.

Nul ne peut dire de quoi le futur sera fait, mais il semble que le temps de l'opulence s'estompe pour faire place à des temps de restriction. Dans une certaine mesure, cela est une bonne chose pour la planète, car cette croissance économique est en grande partie le résultat d'une surexploitation des ressources.

La course aux matières premières n'est pas nouvelle. Que l'on se souvienne des routes aux épices créées il y a plusieurs centaines d'années et des bouleversements colossaux qui en ont résulté !

L'accès à l'eau est déjà au cœur de certains conflits. Les métaux rares, les bois précieux, les espèces floristiques ou faunistiques recherchées sont également source de tensions grandissantes. Le corollaire en est presque toujours systématiquement des agressions hors normes envers la nature.

L'équilibre de certains écosystèmes plurimillénaires est parfois mis à mal en quelques semaines, parfois en quelques jours. Des espèces ayant traversées des catastrophes gigantesques et ayant survécues sont détruites à jamais au nom d'un profit immédiat, risible et révoltant, au regard des pertes irrémédiables engendrées.

Ces ressources alimentent des marchés et selon la vieille loi de l'offre et de la demande, certains trafics cesseraient s'il n'y avait plus d'acheteurs, plus de consommateurs.

C'est en cela qu'il peut y avoir un motif de satisfaction dans le ralentissement ou la décroissance économique. Ce modèle n'est pas viable à long terme, quoiqu'on en pense, puisque les ressources sont finies. Pour le prolonger, s'il doit l'être, il est urgent de trouver des segments de croissance qui soient moins prédatrices des ressources naturelles, voire quasiment pas.

Par-dessus tout, il est indispensable de redéfinir la place et l'action des humains dans la nature. Il semble que nous scions la branche sur laquelle nous sommes assises et que tout ralentissement semble mal vécu. Aider à changer cela est aussi une des missions de Projets Plus Actions

Jean-Marc Civiere
Co-fondateur de Projets Plus Actions

I Présentation de Projets Plus Actions

Projets Plus Actions est une Organisation de Solidarité Internationale intervenant en soutien à des initiatives locales par des apports financiers et techniques.

L'OSI collabore avec un nombre de structures partenaires limité afin de renforcer l'efficacité des actions mises en place. Les partenariats sont créés pour une durée de 3 à 10 ans et ont pour perspectives l'autonomie des populations.

L'amélioration des conditions de vie, le respect des cadres de développement nationaux, l'approche pertinente, novatrice et durable déterminent le choix des projets aidés.

Projets Plus Actions intervient dans 5 domaines d'activité :

- **Développement économique**
- **Éducation / Social**
- **Environnement**
- **Santé**
- **Sauvegarde et promotion du patrimoine culturel**

Les lieux d'intervention de Projets Plus Actions sont dans leur grande majorité des lieux d'une très grande biodiversité et abritant des patrimoines naturels et/ou culturels exceptionnels.

Les donateurs, sous certaines conditions, peuvent venir voir sur le terrain pour quelles actions et comment sont utilisés les fonds qui sont confiés à Projets + Actions.

Projets Plus Actions a été enregistré le 28 décembre 2006. N° 0953017593, sous-préfecture de Pontoise et cofondé par Jean-Marc Civièrè et Fabrice Chapuis-Lévêque.

II Synthèse Budgétaire 2013

En 2013, le budget réalisé a été de **198 864,75 €**

	2012	2013		2012	2013
Charges d'exploitation			Produits d'exploitation		
Autres Achats et Charges externes	36 016,91	50 930,91	Cotisations	1 440,00	1 244,50
Impôts et taxes	381,00	337,00	Subventions de fonctionnement	13 659,33	12 250,00
Rémunérations	35 233,00	44 514,84	Produits d'activités annexes		14 736,38
Charges sociales	3 343,49	8 134,37	Dons manuels affectés	133 012,94	170 176,29
Transferts	74 439,78	94 684,11			
Sous-Total [1]	149 414,18	198 601,23	Sous-Total [1]	148 112,27	198 407,17
Charges financières			Produits financiers		
Intérêts et Charges	72,84	98,52	Intérêts perçus	0,69	43,89
Charges exceptionnelles	59,50	155,00	Résultat de gestion	1 433,56	403,69
Sous-total [2]	132,34	253,52	Sous-total [2]	1 434,25	447,58
TOTAL GENERAL	149 546,52	198 854,75	TOTAL GENERAL	149 546,52	198 854,75

Le budget en 2013 a représenté **198 864,75 €** contre **149 546,52 €** en 2012 soit une **augmentation de 33 %** du budget réalisé.

Projets + Actions a eu 811 donateurs en 2013 contre 399 en 2012 soit une **hausse de 103% du nombre de donateurs**.

La part des dons et adhésions dans le budget 2013 de Projets + Actions est de **86,21 %**

Le **montant des adhésions** a été de 1 244,50 € en 2013 contre 1 370 € en 2010 soit une **baisse de 9,17%**.

Le **nombre d'adhérents** était de 25 en 2013 contre 29 en 2012 soit une **baisse de 13,80 %**

En 2012, la part des dons est de 86,21 %, celle des cotisations de 0,62 %, et le reste de 13,17 %

III Actions réalisées 2013

1) Présentation des partenaires

Bénin

Andia

L'ONG Andia, créée en 1993 intervient dans le domaine de la protection de l'enfance et du développement communautaire au Bénin. Andia est membre du réseau ReSPESD (Réseau des Structures de Protection de l'Enfance) initié par l'UNICEF et présidé par la Croix Rouge et collabore entre autres avec Terre des Hommes. En juin 2006, Andia a présenté, en partenariat avec l'Organisation Mondiale Contre la Torture, un rapport alternatif sur les Droits de l'Enfant au Comité des Nations Unies à Genève.

Actions & Développement

Fondée en février 2003 par un groupe de jeunes Béninois, Actions & Développement (A&D) est une association apolitique, à but non lucratif, de type Loi de 1901. Elle a pour mission de contribuer au développement du Nord Bénin, dans les départements de l'Atacora et de la Donga, par la mise en œuvre d'actions concrètes dans les domaines de l'Education, des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), de la Promotion Féminine et de la protection de l'environnement.

Réseau Cadel

(Compétences associées pour le développement local)

L'association a pour but de mettre en commun des expertises de consultants spécialisés dans les domaines tels que : Finance, informatique, comptabilité, gestion de projets, microcrédits etc... Des cours et des transferts de compétences sont donnés à des structures associatives locales dans des domaines variés comme le développement économique, la protection de l'environnement, le social ou la santé. Ces structures n'ont pas assez de moyens financiers pour bénéficier de ces services dans le secteur marchand

Burkina Faso

AGCEG

(Association des guides du campement EDJEF de Gandéfabou)

Créée en Janvier 2003, l'Association des guides du campement EDJEF est située dans le département de l'Oudalan, à Gandéfabou, nord-est du Burkina Faso. L'association a créé un campement touristique qui permet la découverte culturelle de la région dans un esprit tourisme solidaire. Toutes les ethnies de la région sont associées au projet : Touaregs, Peuls, Mossi, etc... Les bénéfices relevant de cette activité économique sont redistribués sous la forme d'avance de fonds pour les périodes de soudure, d'achats de médicaments, de fournitures scolaires, etc....

Cameroun

Erundef

(Environnement and Rural Development Fundation)

Erundef est une structure créée en 1996 par Louis Nkambi. Elle œuvre à la protection de l'environnement dans la région des Lebiam au Cameroun et principalement du gorille Cross River dont il ne reste plus qu'environ 300 individus dans le monde dont 50 dans la forêt de Lebiam-Mone. La forêt tropicale humide de montagne fait 5 000 km² et est une jonction entre la forêt du Mont Bamboutos et le plateau Bamiléké. Erundef a créé une stratégie de protection du gorille Cross River menant jusqu'en 2040. Cette stratégie s'appuie et a été élaborée avec les habitants des 60 villages bordant la forêt Lebiam-Mone. La densité démographique est une des plus élevées du Cameroun et la pression humaine sur l'environnement est forte et donc par voie de conséquence sur les gorilles. Erundef crée des activités économiques alternatives et un meilleur accès à l'éducation afin d'améliorer le niveau de vie des habitants et de protéger les gorilles.

Madagascar

L'Homme et l'Environnement

Fondée en 1993, l'ONG L'Homme et l'Environnement, basée à Madagascar, s'est spécialisée dans le développement durable et la préservation de la biodiversité par l'implication des populations locales défavorisées. Elle œuvre sur des zones spécifiques très riches en biodiversité menacée, avec le but de faire la démonstration que la préservation de l'environnement et développement humain peuvent aller de pair.

Mada M'iza

Mada M'iza est une ONG intervenant à Madagascar spécialisée dans le domaine de l'éducation. La structure collabore avec des ONG locales faisant appel à ses compétences.

Mada M'iza a conçu un programme Education en lien avec les dispositifs ministériels malgaches, visant l'autonomie et la pérennité sur cinq ans.

Sa démarche spécifique de mise en œuvre, révisable en fonction des contextes, amorce les projets du programme avec un soutien financier pendant les deux premières années puis les populations locales prennent le relais du financement des structures et programmes déployés conjointement.

Naturevolution

Naturevolution est une association environnementale, fondée en 2009 par Evrard Wendenbaum et Emeric Mourot, dans le but d'agir pour la sauvegarde de la biodiversité, l'amélioration des connaissances sur le vivant et la modification des comportements individuels et collectifs en faveur de la nature, nécessaires au bien-être de l'humanité.

Pour cet objectif, l'association se focalise notamment sur des espaces naturels exceptionnels, particulièrement riches en espèces et largement méconnus parce qu'extrêmement difficiles d'accès.

Nicaragua

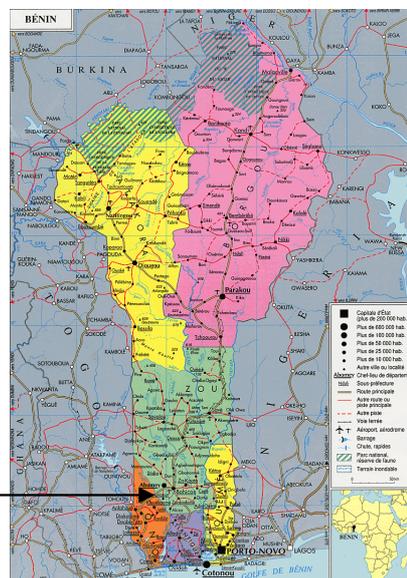
Paso Pacifico

Créée en 2005 par Liza Gonzales (ancienne Directrice du système d'aires protégées du Nicaragua) et Sarah Otterstrom (Docteur en écologie), L'ONG PASO PACIFICO est spécialisée dans la conservation marine et terrestre sur la côte pacifique du Nicaragua. L'ONG travaille en collaboration avec les communautés locales pour promouvoir une protection durable de l'environnement.

2) Présentations des actions soutenues

Andia

Financement : 10 000 €



Situation géographique

Contexte

La commune d'Agbangnizoun, située dans le département du Zou, au carrefour de six communes (Abomey, Bohicon, Djidja, Zogbodomey, Lalo et Klouékanmè) couvre une superficie de 244 km². La population totale compte près de 55 000 habitants répartis en 10 arrondissements et 51 villages. La densité de 209 habitants au km² est largement supérieure à la moyenne départementale, cependant le taux d'accroissement est faible du fait de l'émigration de la population active motivée par la recherche de terres fertiles et / ou d'opportunités d'emplois, surtout chez les hommes, ce qui conduit à un nombre supérieur de femmes (53%) souvent démunies de ressources, et de terres.

Le peuplement est relativement homogène, représenté essentiellement par le groupe ethnique Fon (98%)

L'agriculture qui fait vivre 80% de la population se caractérise par des faibles rendements du fait principalement de la dégradation des sols. Dans le domaine de la production animale, le système traditionnel de la divagation du petit bétail est la règle. Le manque d'appui et la non maîtrise de techniques adéquates représentent des entraves au développement.

Problématique de la traite des enfants :

Agbangnizoun, à l'instar d'autres communes du département, est le point de recrutement de main d'œuvre enfantine.

De nombreux parents de cette zone connaissant une situation d'indigence extrême ont recours à des trafiquants contre des promesses de gains d'argent.



Ces enfants victimes de la traite se retrouvent exploités et maltraités dans les fermes lointaines, comme portefaix, vendeurs sur les marchés, ou domestiques dans les villes, souvent déportés à l'étranger, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Nigeria où se sont établis de véritables réseaux. Certains enfants n'en reviennent jamais. Beaucoup portent les séquelles physiques et psychologiques de la maltraitance. La non déclaration des naissances pose aussi le problème de l'identification des enfants. De manière plus large, on constate l'insuffisance du système de protection sociale dans la prise en charge des enfants en situation difficile.

Programme du CEFODEC



Le Centre d'Éducation, de Formation et de Développement Communautaire (CEFODEC) a été ouvert en octobre 2004, grâce à l'appui de la Mairie qui a d'abord mis à la disposition de ANDIA une maison d'accueil (en location), puis un terrain de 12 hectares a été octroyé pour le développement de ses activités. Les enfants en situation difficile (orphelins, victimes de maltraitance, exploités, menacés de mariage forcé, handicapés) et sans aucun support familial ou

communautaire vont trouver au Centre un lieu de protection et une plate forme éducative pour leur réinsertion.

Une équipe d'éducateurs et de formateurs assure l'encadrement psychologique et affectif, l'éducation fondamentale, la formation artisanale et agropastorale jusqu'à l'insertion sociale et professionnelle de chaque enfant.

Le suivi du CEFODEC est assuré par un comité présidé par le maire et dirigé par l'ONG ANDIA.

Action soutenue

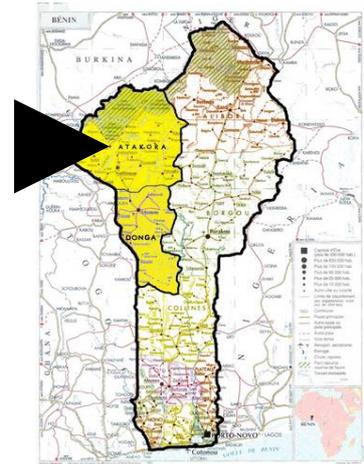
Projets + Actions a commencé à soutenir un programme de développement agricole en faveur d'Andia. L'achat d'un champ et le développement de culture maraîchère doivent contribuer à l'autonomie du centre en matière alimentaire. 80% des coûts de fonctionnement du centre sont liés à l'alimentation.

Montant : 9 000 €

Financement du fonctionnement du centre : 1 000 €

Actions & Développement

Financement : 8 200 €



Situation géographique

Contexte

La Commune de Tanguiéta, située dans le Nord-Ouest du département de l'Atacora au Bénin, couvre une superficie de 5.456 km². Elle s'étend sur deux milieux physiques distincts au Nord Ouest et à l'Ouest : la plaine et la Chaîne de l'Atacora.

Le climat de la commune de Tanguiéta est de type soudano sahélien avec une saison pluvieuse qui va de mai à novembre et une saison sèche qui s'étend sur quatre mois environ (de novembre en mai). La saison sèche comprend deux types de temps : l'harmattan de novembre à février suivie d'une grande chaleur jusqu'en mai. Les précipitations sont abondantes dans les mois d'août et de septembre. La pluviométrie varie de 800 mm à 1100 mm.

Selon le troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (R.G.P.H 3) de 2002, la population de la commune de Tanguiéta est de 54.719 habitants avec 27.120 hommes et 27.599 femmes. C'est une population en croissance soutenue, avec une forte proportion des jeunes.



L'agriculture occupe plus de 80 % de la population dont elle constitue par ailleurs la principale source de revenus grâce à la production du coton, des tubercules (igname et manioc) et des céréales (riz, mil, sorgho et maïs).

Les pratiques culturelles traditionnelles, la pratique anarchique des feux de brousse incontrôlés et l'exploitation

abusive des ressources forestières (bois de chauffe pour la cuisson des aliments et fabrication du charbon de bois) constituent une véritable menace pour l'environnement dans un contexte où les écosystèmes sont fortement dégradés et fragilisés. En effet, les populations dépendent de la petite agriculture et des ressources naturelles pour s'alimenter, se soigner et se procurer des revenus. Poussés par la double nécessité de produire davantage et d'améliorer leurs conditions de vie, elles surexploitent des écosystèmes fragiles.

La pénurie des ressources ne peut qu'exacerber la pauvreté, avec pour corollaires :

- une réduction des superficies cultivables ;
- des faibles rendements agricoles ;
- l'amenuisement des ressources alimentaires ;
- l'amenuisement des revenus des populations ;
- l'exploitation abusive des ressources fauniques et forestières ;
- la dégradation du couvert végétal ;
- l'érosion des berges et l'assèchement prématuré des cours d'eau ;
- un exode massif des jeunes vers les villes.



Face à cette situation, il importe, non pas de substituer l'agriculture par d'autres activités méconnues des populations concernées, mais de faire en sorte que la pratique de l'agriculture continue d'être une source de revenus des populations tout en favorisant la préservation de l'environnement. Il s'agit donc de trouver des solutions durables, simples d'application et surtout appropriées.

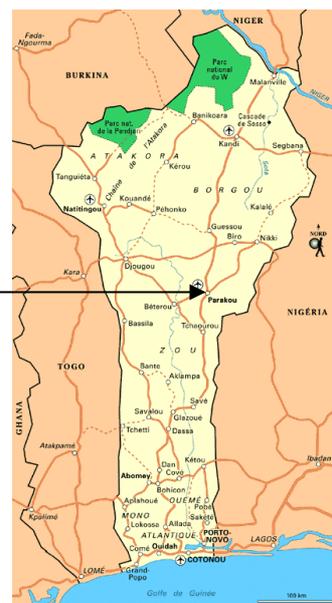
L'alternative à cette situation passe par la reforestation à travers le développement de **l'agroforesterie** ou **agrosylviculture**. C'est une pratique ancestrale, connue et facile à pratiquer. C'est un système dynamique de gestion des ressources naturelles reposant sur des fondements écologiques, qui intègre des arbres dans les exploitations agricoles et le paysage rural et permet ainsi de diversifier et de maintenir la production afin d'améliorer les conditions sociales, économiques et environnementales de l'ensemble des utilisateurs de la terre.

Action soutenue

Financement de la plantation de 27 000 arbres (7 600 €) ainsi que parrainages scolaires de trois enfants dans le village de Firihoun (30 kilomètres de Tanguieta) : 600 €

Réseau Cadel

Financement : 7 484,92 €



Situation géographique

Contexte

Le développement économique et social implique entre autres facteurs, la mise en œuvre d'un savoir scientifique et technique et d'une bonne connaissance du milieu. Ce savoir est fourni par les Bureaux d'Etudes, Cabinets et Consultants Nationaux qui sont un excellent moyen d'amélioration du savoir-faire, d'acquisition des connaissances et de maîtrise de la technologie moderne.

Depuis 1960, le Bénin a eu recours essentiellement aux services de Cabinets et de Consultants étrangers pour la conception et la conduite de ses actions de développement.

En dépit des contributions positives de ces prestataires au développement du pays, force est de constater que le non recours à une expertise nationale, indépendante de l'Administration, a constitué jusqu'à maintenant un handicap sérieux dans la conception et l'exécution des différents projets. C'est pourquoi, le développement de cabinets nationaux, la concertation et la coordination entre eux au cours des dernières années apparaissent comme un élément décisif dans la définition et la conduite des actions de développement du Bénin.

Le contexte socio-politique actuel, caractérisé par la démocratie, le désengagement de l'Etat du secteur productif et la promotion du secteur privé, offre une occasion sérieuse à ces cabinets et aux Consultants pour l'affirmation du rôle qu'ils doivent jouer dans le cadre de la relance économique nationale. En effet, l'offre de services qu'ils peuvent proposer aux autres acteurs du développement socio-économique national, dans les secteurs du conseil, de la formation, de l'appui institutionnel et structurel, constitue un puissant outil de développement..

Or l'inexistence d'une structure de coordination et de promotion de leurs activités au niveau national a continué d'entraîner un recours excessif aux services des cabinets étrangers.

De plus les objectifs du millénaire couplés avec la politique de décentralisation sont générateurs d'une forte demande d'expertises locales.

Pour permettre à l'Etat d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement,

satisfaire les demandes en prestations, et permettre une croissance harmonieuse des Cabinets et bureaux d'études, Cadel a été créé le 10 juillet 2008,

Le réseau Cadel est situé à Parakou, troisième ville du Bénin. Il est constitué de consultants bénévoles ayant des compétences très diverses telles que les ressources humaines, la comptabilité, l'informatique, l'analyse financière, etc...

Le réseau Cadel transmet des compétences gratuitement aux structures associatives locales ayant besoin d'améliorer leurs compétences

**Mission de 4 volontaires pendant 4 semaines. Formation de 18 personnes travaillant pour des structures de microcrédit à la gestion de dossiers de financement et au contrôle budgétaire.
Financement d'un expert dans le co-développement à mi-temps pendant 1 an**

Erudéf

Financement : 3 000 €



Situation géographique

Contexte

Le Cameroun est classé comme le 4e pays le plus riche en biodiversité de l'Afrique grâce à son endémisme. Le pays rassemble tous les types de paysages de la charnière de l'ouest et du centre de l'Afrique ce qui lui vaut le titre de véritable « Afrique Miniature ». On y retrouve près de 90% des écosystèmes africains. Mais sa richesse écologique est aussi gravement menacée par une croissance démographique importante, une des plus élevées des pays d'Afrique Centrale, et la surexploitation de ses ressources naturelles.

Les paysages forestiers des plateaux Lebialem incarnent les enjeux de conservation et de développement local des pays en développement. Extrêmement riche en biodiversité menacée, le site est considéré comme un « hotspot de biodiversité ».

Il abrite de nombreuses espèces d'oiseaux, de reptiles, d'amphibiens et de papillons avec un taux d'endémicité très élevé.

Il constitue également l'un des derniers habitats écologiques pour deux des espèces de primates les plus menacés d'Afrique :

- Les Gorilles Cross River (*Gorilla gorilla diehli*), classés en danger critique d'extinction.

- Les Chimpanzés du Nigeria-Cameroun (*Pan troglodytes ellioti*), classés en danger d'extinction.

Actuellement, on estime la population de gorilles Cross River à 300 individus, dont 50 vivent dans la zone d'intervention.

En parallèle, les communautés locales sont extrêmement précarisées et enclavées. Les populations sont directement tributaires des ressources naturelles locales. Les principales activités consistent en la chasse, le braconnage, la pêche et l'agriculture itinérante sur brûlis.

Le manque de concertation, de planification et de perspectives des ces activités aboutissent à la dégradation des écosystèmes et des habitats écologiques sans pour autant améliorer le niveau de vie local.

La configuration économique, sociale et environnementale actuelle du site génère de nombreux enjeux de gestion du territoire identifiés par l'ONG ERuDeF depuis 1996.

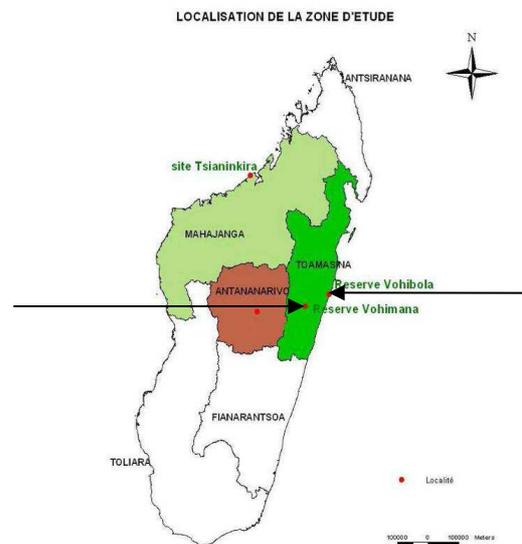
Depuis plus de quinze ans, ERuDeF travaille en collaboration étroite avec la communauté et les institutions publiques pour définir une stratégie d'intervention durable.

Fort de ses nombreuses années d'expérience et de résultats probants, ERuDeF a réussi à se constituer un réseau international de partenaires techniques et financiers qui témoigne tant de l'urgence à intervenir que de la qualité de son travail.

Participation au financement d'un programme d'agroforesterie alternatif au braconnage et à la déforestation.

L'Homme et l'Environnement

Financement : 23 723,70 €



Situation géographique

Contexte

La biodiversité de la faune et de la flore malgache sont mondialement connues. La pauvreté des populations locales vivant en bordure des forêts est très importante et pour survivre elles pratiquent la culture ancestrale sur brûlis avec pour corolaire une déforestation massive.

L'Homme et l'Environnement intervient sur 6 sites dont 4 soutenus par Projets + Actions.

Le site de **VOHIMANA** : est situé à 12 km après le carrefour d'Andasibe sur la Route Nationale RN2 (Antananarivo–Toamasina), le site comprend dix villages regroupant environ 1 600 habitants qui vivent à la fois d'activités agricoles et de l'exploitation des ressources forestières. La forêt de Vohimana est une forêt tropicale humide de moyenne altitude, hot spot planétaire de biodiversité, située au sud du Parc National de Mantadia. Cette forêt n'avait pas de statut de conservation avant l'intervention de l'ONG et était en train de disparaître à court terme.

Le site de **VOHIBOLA** où les populations y vivent de la pêche artisanale et ponctuellement de l'exploitation de la forêt. Le site de Vohibola situé à 60 km au Sud de Toamasina sur le canal des Pangalanes comprend 4 villages, Andranokoditra, Tampina, Topiana et Ambodirotra qui regroupent environ 1 500 habitants. La forêt de Vohibola est une forêt littorale mais renferme aussi une zone humide fragile et riche pour laquelle la procédure de classification RAMSAR (zone humide d'importance internationale) nécessaire. La forêt abrite une diversité floristique unique et gravement menacée dernier reliquat de la forêt littorale Malgache de l'Est

Depuis 2007, l'ONG L 'Homme et l'Environnement s'est engagé dans le développement d'un programme autour d'une communauté dynamique qu'elle a soutenu depuis 2005 pour le développement de la production d'huiles essentielles à **Tsianinkira** dans l'ouest malgache au nord de Mahajanga. Ce programme devrait permettre de jouer un rôle de création de dynamique entre différents acteurs locaux et peut-être d'inverser les tendances dramatiques de destruction de l'environnement dans la région jusqu'à la baie de Narinda

Le site de **FOHISOKINA** est situé au cœur des Hautes Terres, dans le pays Zafimaniry, ce site est un des derniers habitats de la grenouille *Mantella cowani*, une espèce qui a été anciennement exploitée pour le marché international avant d'être classée en Annexe I de la CITES. L'ONG L'Homme et L'Environnement a proposé un projet de conservation et de reboisement avec la participation active de la communauté de base FOMISAME « Fohisokina Mitahiry ny Sahona Mena » basé dans le village d'Ampadivana, commune d'Ivato afin de préserver et aménager un des derniers lieux de reproduction de ce batracien multicolore connu des naturalistes du monde entier.

Les actions développées par l'ONG *L 'Homme et l'Environnement* s'orientent principalement vers plusieurs programmes et/ou domaines d'activités :

1° La restauration de la forêt dégradée et le reboisement communautaire :

Reconstitution du couvert forestier, conservation des espèces menacées et enrichissement de forêts en espèces utiles En mesure d'accompagnement du programme, l'ONG développe un programme de justification du rôle de la forêt et des zones de reboisement en tant que puits de carbone en analysant les potentiels de séquestration de carbone du site.

2° La valorisation durable des ressources naturelles à travers de la production d'huiles essentielles (pour les deux sites) et d'huile végétale (à Vo hi bola) via des Associations locales :

Rattachés à des programmes de recherche, la collecte des feuilles et des graines, les plantations pour la production d'huiles essentielles représentent de nouvelles sources de revenus pour la population locale. Des alambics ont été installés et les productions ont été regroupées dans des Associations locales. Les productions sont certifiées « biologiques »

3° L'écotourisme :

l'ONG L 'Homme et l'Environnement s'est engagée à soutenir le développement du programme écotourisme permettant d'augmenter les revenus de la population locale et à optimiser l'implication des communautés dans la gestion du programme. Le tourisme participatif par le biais de l'hébergement chez l'habitant a été développé en aménageant quelques cases dans les villages

4° L'exploitation agricole durable à Vohimana :

Amélioration des conditions de vie de la population locale au travers de la mise en place d'infrastructures permettant de diversifier et d'intensifier les techniques agricoles améliorées et compatibles avec la préservation des fonctions de l'écosystème local.

5° La promotion d'une pêche durable à Vohibola :

Peut se développer suite à une étude sur les problématiques de prise déclinantes dans le canal des Pangalanes et sur les stratégies d'intervention adéquates. Un projet « *acadja* » a été initié visant à l'augmentation de la productivité halieutique dans les lagunes.

6° L'appui à l'artisanat durable :

Avec l'appui de l'ONG L'Homme et l'Environnement, une boutique a été mise en place par l'Association VONONA à Vohibola dans laquelle les visiteurs du site peuvent acheter des huiles essentielles produites par l'Association et surtout de l'artisanat local issu de la collecte durable de « *penjy* » et « *harefo* » par les artisans locaux des 4 villages avoisinants. L'ONG a donné également à l'Association des appuis pour l'indentification de marchés respectant le protocole de durabilité d'exploitation.

7° L'éducation :

Les actions menées jusqu'à présent, se sont basées sur l'information aux parents pour scolariser leurs enfants et prendre en charge leur éducation. Mais l'école telle qu'elle est proposée aux enfants, aujourd'hui, ne favorise pas cette démarche. Elle apparaît, au contraire, décalée par rapport aux réalités des familles qui luttent quotidiennement pour survivre. Le programme Education a décidé ainsi d'orienter son action sur l'enfant au cœur du programme. Un enfant qui comprend pourquoi il apprend et qui est capable rapidement de transférer son apprentissage dans sa vie de tous les jours est un moyen de contribuer au développement durable. En effet, le programme Education se base sur une nouvelle représentation de ce que peut apporter l'école, individuellement et collectivement.

8° La santé :

Des investissements pour les travaux d'aménagement et d'extension du centre de santé, pour la recherche et l'approvisionnement en eau potable sont considérés dans le cadre du programme de santé permettant de démontrer une réelle considération humaine dans le traitement de problématiques du développement du programme de conservation.

L'ONG structure progressivement son programme de santé afin de pérenniser ses actions. Les communautés locales sont ainsi sollicitées pour cerner les meilleures approches à adopter dans la promotion des soins préventifs et en particulier dans le suivi de la santé maternelle et infantile (suivi prénatal et postnatal, planning familial, vaccination)

Actions soutenues

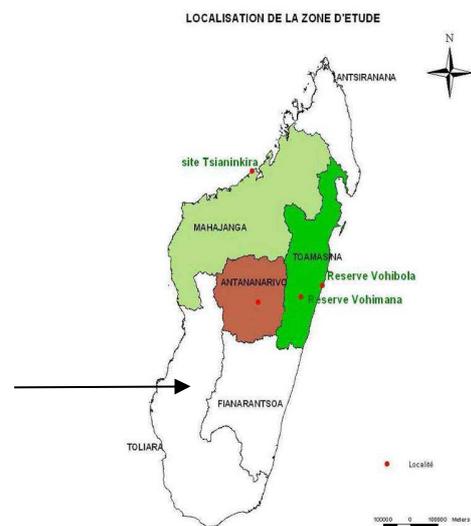
Financement de 30 000 arbres ravintsara pour le reboisement de vohibola : 12 000 €

Achat de 150 flacons d'huile essentielle de ravintsara : 723,70 €

Financement de 7 puits à Vohibola : 11 000 €

Naturevolution

Financement : **35 825,00 €**



Situation géographique

Contexte :

Le massif du Makay, situé au centre-ouest de Madagascar, est un gigantesque labyrinthe naturel de 4 000 km² encore largement inexploré.

Cette oeuvre géologique monumentale faite de centaines de profonds canyons couverts de forêt tropicale a offert toutes les conditions propices à la création de nouvelles espèces et ce relief l'a jusqu'à présent isolé et protégé depuis des millions d'années.

Le massif est ainsi devenu un sanctuaire d'espèces parmi les plus curieuses de la planète. Malheureusement, les dégradations anthropiques sont de plus en plus importantes et sur ces petits écosystèmes uniques au monde, les dégâts sont rapides et irréversibles. Le projet de conservation du Makay, mené par l'association Naturevolution, vise à sauver cet éden avant qu'il ne soit trop tard.

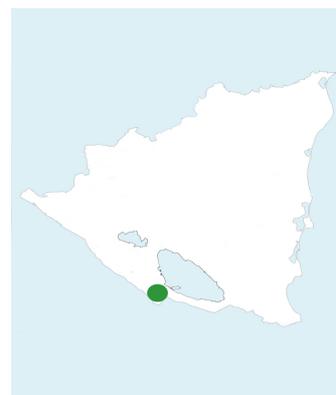
Pour atteindre cet objectif, Naturevolution travaille avec les populations locales afin de mettre en place des activités génératrices de revenus ne dégradant pas le massif du Makay, notamment grâce à l'écotourisme et à l'agroforesterie.

Des programmes sociaux sont élaborés conjointement comme notamment la création et la gestion d'une bibliothèque.

Financement de la protection du massif du Makay : 35 825,00 €

Paso Pacifico

Financement : 1 200 €



Situation géographique

Contexte :

Situé le long de la côte sud-ouest du Nicaragua, les écosystèmes côtiers-marins près du village de pêcheurs Ostional sont une source d'alimentation précieuse pour les communautés locales. Les plages autour de ce village constituent aussi un habitat clé pour la nidification des tortues marines menacées d'extinction selon l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) :

- La tortue imbriquée (*Eretmochelys imbricata*), classée en danger critique d'extinction
- La tortue luth (*Dermochelys coriacea*), classée en danger critique d'extinction
- La tortue verte ou franche (*Chelonia mydas*) classée en danger d'extinction

Actuellement, les populations locales prélèvent presque tous les oeufs des tortues de mer pour les vendre sur les marchés noirs et augmenter les revenus locaux. L'extraction des oeufs fragilise l'équilibre des populations de tortues de mer mais aussi l'image des communautés et le potentiel écotouristique du site à travers les stigmates causés par le commerce illicite d'espèces sauvages.

Dans les zones rurales du Nicaragua, les femmes jouent un rôle important pour assurer les besoins quotidiens de leur famille. Elles aident à la ferme, préparent la nourriture et prennent en charge la collecte d'eau qui nécessite parfois de longs trajets quotidiens. Malgré cela, les femmes ont souvent une place secondaire dans les processus décisionnels, notamment dans la gestion des ressources naturelles.

Néanmoins, les femmes peuvent devenir des leaders dans la gestion des ressources naturelles. Elles sont concernées au plus haut point par la transmission du meilleur héritage social et environnemental pour les générations futures.

Convaincu que les femmes doivent se placer au cœur des actions de préservation de l'environnement, notre partenaire local, Paso Pacifico a lancé en 2010 un programme de reproduction de tortues de mer géré par un groupe de huit femmes utilisant des couveuses à œufs de tortues.

Pour chaque nouveau né réintroduit dans l'océan, les femmes reçoivent une rémunération dont 1\$ est prélevé pour alimenter un fond de solidarité communautaire. Le programme est un succès puisque l'initiative a permis, d'une part d'assister la naissance de 6500 tortues, d'autre part d'impliquer et d'améliorer les sources de revenus d'un groupement de femmes dans une action de conservation de la nature. Mais le projet est loin d'être fini !

Ces trois espèces de tortues sont toujours menacées d'extinction, et le programme se doit d'être renforcé. Il s'agit maintenant d'améliorer la formation du groupement de femmes, d'améliorer et augmenter l'infrastructure de reproduction des tortues de mer. Ce projet est un exemple concret des possibilités d'allier la conservation de la nature et développement humain. Il offre une approche gagnant-gagnant, en augmentant le revenu et le statut social des femmes de la région tout en aidant à protéger les populations de tortues marines menacées d'extinction et à valoriser le potentiel écotouristique du site.

Financement d'un programme de protection du singe araignée : 1 200 €

3) Synthèse

En 2013, Projets + Actions est intervenu dans quatre pays, le Benin, le Cameroun, Madagascar et le Nicaragua.

Associations	2007-2009	2010	2011	2012	2013
Benin	X	X	X	X	X
Burkina Faso	X	X	X	X	
Madagascar	X	X	X	X	X
Cameroun			X	X	X
France			X		
Nicaragua				X	X

Nombre de pays soutenus **3** **3** **5** **5** **4**

Pays	Associations	2007-2009	2010	2011	2012	2013	Total
Madagascar	Homme et Environnement	68 430,00 €	36 300,00 €	30 012,00 €	1 600,00 €	23 723,70 €	160 065,70 €
Benin	Actions et Développement	18 080,00 €	3 000,00 €	12 200,00 €	16 900,00 €	8 400,00 €	58 580,00 €
Madagascar	Naturevolution	0,00 €	0,00 €	0,00 €	21 129,50 €	35 825,00 €	56 954,50 €
Madagascar	Madam' Isa	8 646,60 €	3 244,20 €	4 784,00 €	20 965,60 €	0,00 €	37 640,40 €
Benin	Andia	14 108,00 €	6 925,00 €	2 832,00 €	1 000,00 €	10 000,00 €	34 865,00 €
Burkina Faso	AGCEG	4 000,00 €	9 288,00 €	8 350,00 €	8 012,00 €	0,00 €	29 650,00 €
Madagascar	Acting For Life	9 871,00 €	9 718,00 €	8 842,00 €	0,00 €	0,00 €	28 431,00 €
Benin	Cadel	1 456,00 €	4 911,00 €	8 324,00 €	5 608,00 €	7 484,92 €	27 783,92 €
Madagascar	Point du Jour	1 809,00 €	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	21 809,00 €
Cameroun	Erudef	0,00 €	0,00 €	800,00 €	1 600,00 €	3 000,00 €	5 400,00 €
Burkina Faso	Festival des Arts Plastiques de Ouagadougou	0,00 €	1 889,56 €	1 526,00 €	1 500,00 €	1 800,00 €	6 715,56 €
Benin	R-Sud	0,00 €	0,00 €	1 000,00 €	3 691,68 €	0,00 €	4 691,68 €
Madagascar	Mandresy	2 400,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 400,00 €
Madagascar	Santé Sud Madagascar	2 070,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 070,00 €
Nicaragua	Paso Pacifico	0,00 €	0,00 €	0,00 €	800,00 €	1 200,00 €	2 000,00 €
France	PSP	0,00 €	0,00 €	1 416,00 €	0,00 €	0,00 €	1 416,00 €

Total 130 870,60 € 95 275,76 € 80 086,00 € 82 806,78 € 91 433,62 € 480 472,76 €

Le montant global des financements en 2013 est de 91 433,62 € comparé à 82 806,78 € en 2012. (+ 10,41 %)

Synthèse des projets soutenus par association

Pays	Projets financés	Association Partenaire	Economie	Educ-Soc	Environ.	Santé	MONTANT
Bénin	Financement Projet d'agroforesterie	Actions & Développement	X		X		7 800,00 €
Bénin	Parrainages de 3 enfants	Actions & Développement		X			600,00 €
Bénin	Financement du projet de développement agricole	Andia	X		X		9 000,00 €
Bénin	Financement du centre Cefodec	Andia		X			1 000,00 €
Bénin	Don pour le financement de 4 missions de volontaires internationaux	R-Sud	X				3 712,00 €
Bénin	Don pour le financement de la structure Actions & Développement	R-Sud	X	X	X		3 772,92 €
Burkina Faso	Financement du festival des arts plastiques de Ouagadougou	Fapo					1 800,00 €
Cameroun	Don pour la participation à un programme d'agroforesterie	Erudef	X		X		3 000,00 €
Madagascar	Financement cantines scolaires Vohibola	L'Homme & L'environnement		X			1 000,00 €
Madagascar	Financement 30 000 arbres	L'Homme & L'environnement			X		12 000,00 €
Madagascar	Financement du forage de 7 puits à Vohibola	L'Homme & L'environnement				X	10 000,00 €
Madagascar	Acquisition de 150 flacons d'huiles essentielles	L'Homme & L'environnement	X				723,70 €
Madagascar	Financement de la protection du massif du Makay	Naturevolution			X		35 825,00 €
Nicaragua	Financement projet Singe Araignée	Paso Pacifico			X		1 200,00 €

91 433,62 €

14 projets ont été soutenus en 2013 contre 18 projets en 2012.

Synthèse par type de projets soutenus

	2007-2008	2009	2010	2011	2012	2013	Cumul général
Domaines	Total	Total	Total	Total	Total		Total
Développement économique							
Nombre de projets économique soutenus	7	7	3	4	7	3	31
Création d'emplois	86	5	5	4	13		113
Education / Social							
Nombre de programmes alimentaires annuels soutenus	75	61	420	180	23	20	779
Nombre d'années scolaires soutenues	6	4	4	4	5	3	26
Construction de bâtiments sociaux	1	1	1				3
Programmes sociaux soutenus		1	1	2			4
Environnement							
Nombre d'arbres replantés	26 102	33 350	23 005	39 012	8 766	31 400	161 635
Nombre d'hectares reboisés	26	33	23	39	8	30	159
Nombre de compostières géantes	4						4
Fourniture de kilos de semences	43 000	2,5					43 002,5
Fourniture de plants hors arbres	23 000						23 000
Nombre de sites d'intervention					15	8	23
Santé							
Nombre de médecins formés	5		1				6
Nombre d'habitants ayant accès à la médecine	50 000		1 600		1 014		52 614
Programmes d'éducation à la santé financés	2						2
Création de puits	1	2	4	8		7	22
Nombre d'habitants ayant accès à l'eau potable	845	270	EC	EC			1 115
Toilettes publiques créées	1						1
Douche publique créées	1						1
Nombre de dispensaires créés			1		1		2
Filtres à eau			4				4
Sauvegarde et promotion du patrimoine culturel							
Financement de la reconstruction d'un bâtiment culturel	1						1
Participation à un festival culturel			1	1	1	1	4
Divers							
Financement d'un véhicule	1	2			1		4
Financement d'un concours propreté	1						1
Missions de formations professionnelles		2	6	8	7		23

IV Bilan général des activités

Projets Plus Actions a eu une année 2013 positive.

Les activités générales ont progressées de 33% comparé à 2012. La part des dons des entreprises a fortement diminuée, mais a été largement contrebalancée par les dons de particuliers avec une hausse de plus de 160%.

Les difficultés économiques rencontrées par le tissu économique français sont pour une part très importante dans la baisse des dons. Les chefs d'entreprises sont très centrés sur leur activité première et rechignent à prendre du temps et de l'argent pour soutenir des projets sociaux, quelque soit leur valeur. Cependant, il semblerait que les problèmes rencontrés en France grandissant, certaines entreprises ayant toujours la capacité de financer des actions, préfèrent orienter leur soutien vers des actions locales au détriment d'actions de solidarité internationale lointaines.

Les capacités de travail en réseau, initiées avec des partenaires tels que L'Homme & L'Environnement et Naturevolution, se sont vérifiées. La réalisation et la réussite d'un événement comme le challenge Makay montre qu'une collaboration efficace entre plusieurs structures est possible et souhaitable. Pour mémoire, le challenge Makay a permis à 17 étudiants de partir 2 semaines dans le massif du Makay après avoir collecté des fonds pour le financement de sa protection.

Cette année, Projets Plus Actions a décidé de ne pas soutenir d'actions au Burkina Faso auprès de son partenaire AGECEG. Dans l'impossibilité, pour des raisons de sécurité, de se rendre dans la zone du nord Burkina Faso, frontalière du Mali et proche du Niger, nous avons décidé de suspendre temporairement notre aide étant donné qu'il n'était pas possible de constater l'utilisation des fonds.

Les problèmes géopolitiques sont une menace pour les actions de Projets Plus Actions. En effet, que ce soit au nord Burkina, ou au nord Bénin frontalier du Nigeria, du Burkina et du Niger, ou bien encore du Cameroun, frontalier avec le Nigeria, il y a 3 zones d'intervention délicates. Pour le moins, nous devons rester attentifs au développement des conflits armés qui sont suffisamment éloignés pour ne pas nuire dans l'immédiat des projets, mais suffisamment proches pour ne pas en tenir compte.

2013 a vu la refonte complète du site internet. Afin d'améliorer et de clarifier la communication, il était nécessaire de concevoir un nouveau site plus interactif. La mission a réussie puisque le site a été plébiscité autant par les donateurs que par les membres de Projets Plus Actions.

V Budget et perspectives 2014

L'année 2014 sera placée sous le signe d'une croissance des activités de Projets Plus Actions.

Projets + Actions continuera de développer son tissu relationnel en renforçant les partenariats avec les associations ou structures déjà partenaires.

L'accent sera mis sur la communication avec en particulier une refonte du site internet et un choix clair d'axes de communication.

1) Budget

Le budget 2014 est fixé à 240 000 € soit une augmentation de plus de 20 % par rapport au budget réalisé en 2013.

2) Partenaires soutenus

Le nombre de partenaires soutenus devrait être compris entre 8 et 12.

Les partenariats existant seront renforcés.

3) Projets soutenus

15 à 30 projets en fonction des donations, des opportunités et des priorités.

4) Pays d'intervention

Projets + Actions interviendra dans 4 pays : Benin, Cameroun, Nicaragua et Madagascar. Dans la mesure des possibilités, il sera possible également d'intervenir au Burkina Faso.

5) Equipe

L'équipe des permanents pour 2014 sera augmentée.

Un poste sera créé pour le suivi des projets au Bénin. Basé sur place, le responsable de la coordination des projets au Bénin sera recruté pour une durée d'un an.

Cette création de poste répond à une demande spécifique de nos partenaires locaux qui ont besoin de soutien technique.

Le recrutement de nouveaux adhérents actifs continuera avec pour objectif 50 adhérents.